

Correo Internacional

Publication de la LIT-QI. Nouvelle époque. Num. 127
Février 2007

Le Venezuela : en marche vers le socialisme ?

< PAGE 1 >
< en-tête général >

Dans les discours faits après sa réélection, Hugo Chavez a affirmé que le Venezuela entamait « la phase de la construction du socialisme ». Il y a lancé la proposition de construire le PSUV (Parti Socialiste Unique du Venezuela), il a annoncé la nationalisation de la CANTV, des entreprises d'énergie et d'un canal de télévision, ainsi que la transformation en « entreprises mixtes » des concessions accordées aux entreprises étrangères dans la Ceinture Pétrolière de l'Orinoco. Ces annonces ont eu un grand impact en Amérique Latine. Courrier International consacre cette édition à l'analyse de la réalité vénézuélienne et à la position de la LIT-QI face à celle-ci.

Les nationalisations

Cesar Neto - Nacho Silva

L'impact le plus important a certainement été causé par l'annonce des nationalisations (dont la première vient d'être mise en route avec l'achat de l'entreprise électrique EDC). Cette annonce a été reçue avec enthousiasme par le peuple vénézuélien et les masses latino-américaines. C'est évident : après de nombreuses années de privatisations, des gouvernements comme ceux de Chavez et d'Evo Morales paraissent commencer à aller en sens inverse.

C'est vrai que, malgré le caractère profondément limité et partiel que lui ont imposé les deux gouvernements, **ces nationalisations contiennent un élément progressif : elles récupèrent pour l'Etat, de la main des entreprises impérialistes, une partie du patrimoine national que celles-ci utilisaient pour piller le pays.** En ce sens, nous pouvons dire qu'il s'agit d'un triomphe, même s'il est partiel, de la lutte menée durant de nombreuses années par les peuples de ces pays.

Le cas de la CANTV

Cette entreprise téléphonique appartenait à l'Etat et bénéficiait du monopole jusqu'en 1991, année où elle fut privatisée et achetée par le consortium Venworld Telecom, dominé par l'entreprise américaine Verizon Communications Inc. En prenant possession de la CANTV, Venworld a drastiquement réduit les emplois et mis à la retraite 8.000 travailleurs. Elle s'est engagée à les payer la retraite en accord avec les lois vénézuéliennes (pas moins d'un salaire minimum), mais elle n'a pas honoré ce compromis

et elle payait beaucoup moins. Les pensionnés ont alors entamé des actions judiciaires et une série de mobilisations.

D'autre part, outre les affaires téléphoniques, l'achat d'actions de la CANTV au Venezuela, payées en bolivars, suivi par la vente sur la bourse de New York, s'est transformé en une façon « légale » de sortir des devises du pays. Quand les journaux informent sur les taux de change, ils parlent du dollar officiel, du dollar sur le marché parallèle et du dollar CANTV. Disons, en passant, que les propriétaires de la CANTV ont soutenu le coup d'Etat d'avril 2002 et le lock-out patronal de cette fin d'année.

Une action très limitée

La nationalisation de la CANTV et des entreprises d'électricité est amplement justifiée, mais il faut maintenant analyser le caractère profondément limité et partiel des mesures.

D'abord, **il ne s'agit pas d'une « nationalisation sans indemnisation » mais d'un achat**, en accord avec les normes admises par le droit bourgeois et les critères capitalistes. Dans le cas de la CANTV, la Verizon avait mis ses actions à la vente, dans le cadre d'un plan de restructuration continentale. Ce qui est encore en discussion, et a irrité le gouvernement des Etats-Unis, est le prix, étant donné que Chavez a fait savoir qu'il déduirait la dette envers les pensionnés, dont l'Etat vénézuélien se chargerait. Quant à l'achat de la compagnie électrique EDC, 730 millions de dollars ont été payés. Selon les journaux, « *l'opération n'a pas causé de grandes polémiques avec l'entreprise américaine. Le représentant de l'entreprise et signataire de l'accord, Paul Racontent, a affirmé que 'nous croyons fortement au Venezuela et en la EDC comme compagnie'* »¹

Deuxièmement, **les nationalisations ne sont pas étendues à d'autres secteurs clef de l'économie** où les entreprises impérialistes ont beaucoup de poids, **comme la production pétrolière** (voir cadre) ou l'industrie automobile, dominée par la GM, Ford, Mitsubishi et Toyota (avec de grands bénéfices concédés par l'Etat vénézuélien).

D'autre part, **le gouvernement ne pose aucun type de contrôle par les travailleurs sur ces nationalisations**, ni lors de l'achat ni concernant l'administration des futures entreprises étatiques. Il est donc fort possible que les magouilles, que les principaux cadres du chavisme pratiquent dans la compagnie pétrolière PDVSA et dans d'autres secteurs de l'Etat, se répètent dans ces entreprises. (Par la suite, on a commencé à traiter ces cadres de « bourgeoisie bolivarienne ».)²

Avancer avec la mobilisation

La conclusion est que ces nationalisations, bien qu'elles contiennent cet élément progressif auquel nous avons fait référence, ne font pas partie d'une véritable politique anti-impérialiste du gouvernement de Chavez, et moins encore d'une avancée dans « la marche vers le socialisme ».

Par tout ce que nous avons analysé, il serait nécessaire pour avancer sur ce chemin vers le socialisme que **les entreprises soient expropriées sans indemnisation** et non achetées (ses propriétaires ayant déjà pillé le pays de beaucoup plus que ce qu'ils pourraient avoir investi). En même temps, si on veut réellement récupérer la souveraineté économique du pays, ces mesures devraient être étendues aux autres secteurs de l'économie, en particulier au secteur pétrolier. Finalement, pour que ces nationalisations profitent réellement aux travailleurs et aux masses, elles doivent être placées sous le contrôle démocratique des travailleurs et de leurs organisations, comme les syndicats de chaque secteur et l'Union Nationale des Travailleurs (UNT).

Nous ne croyons pas que Chavez mette en oeuvre ces mesures. Au contraire, nous pensons qu'il s'y opposera. Mais le peuple vénézuélien, lui, a confiance en Chavez. Nous appelons donc les travailleurs et les masses vénézuéliennes à s'organiser et à se mobiliser pour exiger qu'il applique cette politique.

¹ Clarín, 10/2/07

² Un vieux militant vénézuélien, Domingo Alberto Rangel, dénonce que Diosdado Cabello, gouverneur de la province de Mirador et chef du Commandement National du Mouvement V^{ème} République (MVR), « *a acquis, par le biais de prête-noms, l'entreprise de conserves Eveba à Cumaná, les entreprises industrielles qui ont appartenu aux groupes Sosa Rodriguez et Montana, aujourd'hui dissous, trois banques commerciales, plusieurs compagnies d'assurance (...) voilà la vérité.* » Un autre membre de ce secteur, le ministre de Communications Jesse Chacón, dont le frère a acheté une entreprise laitière au groupe Parmalat, allait être le futur président de la CANTV étatisée (*S'il n'y a pas propriété collective il n'y a pas socialisme*).

Si, comme nous le croyons, Chavez ne le fait pas, cette mobilisation et cette organisation permettront que ce soient les travailleurs et les masses qui prennent directement dans leurs mains cette politique.

< Cadre >

Le secteur pétrolier

En 1995, Rafaël Caldera a entamé la politique d'« ouverture pétrolière », ce qui a permis le retour des compagnies étrangères, par le biais des « entreprises mixtes » avec la compagnie vénézuélienne de pétrole PDVSA, et le bradage de zones pour leur exploitation exclusive. Autrement dit, il a éliminé le monopole étatique.

Contrairement à ce que l'on croit, le gouvernement de Hugo Chavez a approfondi cette politique en créant de nouvelles « entreprises mixtes » entre PDVSA (51% de la propriété) et les compagnies étrangères (49%). D'autre part, il a mis à la disposition de ces dernières davantage de zones d'exploitation exclusive, par ce qu'on appelle maintenant des « associations stratégiques ». En ajoutant ces deux mécanismes, les entreprises Conoco-Phillips, Chevron-Texaco, Exxon-Mobil et consorts contrôlent 40% de la production du pays et obtiennent un profit de 11 millions de dollars par jour (4 milliards par an). Les mesures qui viennent d'être annoncées élimineraient les concessions et les transformeraient en « entreprises mixtes ». Bien que ceci puisse représenter une diminution du pourcentage de pétrole contrôlé par les compagnies étrangères, cela signifie leur consolidation dans le pays parce qu'elles deviennent maintenant co-propriétaires des puits qu'elles exploitent dans la Ceinture de l'Orinoco.

Dans le cas du gaz, jusqu'à présent peu exploité commercialement mais avec une forte perspective de croissance pour le futur « gazoduc latino-américain », le gouvernement a livré les gisements situés dans la Plate-forme Deltana en concession complète à Chevron-Texaco, British Petroleum, Statoil et Total, tandis que Gazprom (russe) a obtenu le Projet Rafael Urdaneta, dans l'Ouest du pays.

Cette politique a été consacrée par la Constitution approuvée en 1999. Bien que celle-ci maintienne la propriété étatique exclusive des actions de PDVSA, elle autorise, dans son article 303, à privatiser partiellement l'industrie pétrolière à travers « *les filiales, entreprises et associations stratégiques* » que PDVSA aurait besoin de créer pour son développement.

< Pages 2-3 >

C'est quoi le socialisme du 21^{ème} siècle ?

Hugo Chavez a affirmé que le Venezuela est entré de manière décisive dans l'étape de la « construction du socialisme ». Accompagné de quelques éminences intellectuelles, il appelle ce socialisme « socialisme du 21^{ème} siècle », pour indiquer qu'il aurait des caractéristiques différentes, aussi bien avec la proposition plus générale énoncée par Marx au 19^{ème} siècle qu'avec les expériences qui ont eu lieu au 20^{ème} siècle dans différents pays. Le Venezuela va-t-il donc réellement dans cette direction ?

Un changement dans la réalité latino-américaine

Avant d'aborder le fond de ce débat, il nous paraît important de signaler que la proclamation elle-même de ce « socialisme » met en évidence un changement important dans la situation latino-américaine et dans la conscience des masses du continent depuis les années 90'. Dans les années qui ont suivi la chute du Mur de Berlin et l'effondrement des Etats dits du « socialisme réel », l'impérialisme a lancé une forte campagne idéologique sur « la mort du socialisme » et « le triomphe du capitalisme », accompagnée d'une offensive générale de privatisations d'entreprises étatiques et d'attaques des conquêtes sociales et du travail, obtenues durant les années précédentes, aussi bien dans les pays de l'Est qu'en Amérique Latine.

Cette politique a été présentée comme le chemin pour le développement économique et « l'entrée dans le Premier Monde ». Face à l'échec de ce qu'on appelait le « socialisme réel », une partie du mouvement de masses latino-américain a assimilé quelque temps ces idées, ce qui a permis à des gouvernements comme celui de Fernando Enrique Cardoso, au Brésil, ou Carlos Ménem, en Argentine, de dominer la scène.

Mais le mensonge vit ce que vivent les roses, l'espace d'un matin. En peu d'années, les masses ont constaté que le résultat était seulement une augmentation de la pauvreté et de la misère, dans le cadre d'une plus grande colonisation impérialiste des pays latino-américains, et qu'il fallait combattre cette politique et les gouvernements qui l'appliquaient. Ceci a donné lieu, au début du 21^{ème} siècle, à un déchaînement continu de processus révolutionnaires dans plusieurs pays (l'Equateur, l'Argentine, la Bolivie et le Venezuela).

Ces luttes, avec leurs revendications contre le capitalisme impérialiste et la colonisation (rejet de la dollarisation de l'économie, nationalisation des ressources naturelles sans indemnisation, non paiement de la dette externe, rupture avec le FMI...) ont mis en avant à nouveau le socialisme comme une perspective nécessaire pour les masses. En paraphrasant Marx, le socialisme est un « spectre » qui continue à hanter l'Amérique Latine.³

Deux alternatives

Les déclarations et les discours de Chavez ont lieu dans le cadre de cette nouvelle réalité continentale et nous avons deux alternatives pour interpréter leur signification. La première est que Chavez dirige un processus qui va réellement vers le socialisme. La LIT-QI et d'autres secteurs seraient incapables de voir cela et, à partir de cette incompréhension, nous aurions une politique sectaire et erronée.

La seconde alternative est que Chavez ne veut pas avancer dans la construction du socialisme, mais qu'il est obligé de l'utiliser dans ses discours, à cause de la situation que nous avons analysée, comme un mécanisme pour tromper le mouvement de masses. C'est-à-dire qu'il parle de « socialisme » pour cacher son projet : que le Venezuela continue à être un pays capitaliste. Nous croyons que cette seconde alternative est celle qui correspond à la réalité.

Comment aborder le débat ?

Nous pourrions entamer le débat avec un résumé des analyses et des idées de Karl Marx, le premier à formuler la perspective de la révolution socialiste sur la base d'une analyse scientifique du capitalisme et des processus économiques et sociaux qui s'y sont développés (des idées que, par la suite, Lénine et Trotsky ont approfondies et ont essayé de mettre en pratique dans la Révolution Russe de 1917). Il nous semble, toutefois, que ce serait une façon erronée d'aborder la question, qui mènerait le débat sur une voie sans issue. Non seulement parce qu'il y a eu d'autres expériences qui ont suivi des cours différents (la Yougoslavie, la Chine, Cuba) mais aussi parce que le courant chaviste affirme que sa proposition est différente de celle de Marx, étant donné qu'elle répond à une réalité différente.

Il nous paraît préférable de procéder, d'une certaine manière, par la voie négative, c'est-à-dire, d'analyser les politiques et les mesures centrales avancées par le chavisme et de vérifier si elles représentent ou non une rupture avec le système capitaliste-impérialiste.

La politique du chavisme

- **Dette externe.** Le Venezuela est un des meilleurs payeurs latino-américains. Durant ses huit premières années, le gouvernement de Chavez a payé un total de 24,8 milliards de dollars (chiffre supérieur à la dette héritée des gouvernements antérieurs). En 2006 seulement, il a payé environ 6,5 milliard et il est le pionnier de la dernière mode du « paiement anticipé ». En outre, le chavisme se conforme aussi à la politique promue par l'impérialisme de changer une partie de la dette externe (les bons du plan Brady) par de nouveaux bons, qui sont comptabilisés maintenant comme « dette publique interne » (entre 1998 et 2004, cette dernière a crû, passant de 5,48 milliards de dollars à 15,19). En quoi cette politique est-elle différente de celle d'autres gouvernements de pays capitalistes semi-coloniaux du continent ?
- **Politique pétrolière.** Il s'agit d'un secteur clef parce que c'est la base de l'économie vénézuélienne. Ailleurs dans ce numéro de *Courrier International*, nous analysons plus spécifiquement la politique chaviste pour le secteur pétrolier. Nous arrivons à la conclusion que le résultat de la politique chaviste est que PDVSA soit aujourd'hui dans une situation très semblable à celle de Petrobras, de Petroecuador, d'YPFB et d'autres entreprises latino-

³ Le Manifeste Communiste commence par la phrase « *Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme.* »

américaines du secteur. Le monopole étatique est rompu et on a avancé, par différentes voies, dans un processus de privatisation en faveur des entreprises étrangères.

- **Investissements étrangers.** Au delà des péripéties économiques conjoncturelles, la politique du chavisme a été d'offrir les meilleures conditions pour l'investissement impérialiste. Par exemple, l'art. 6 de la Loi sur la Promotion et la Protection d'Investissements stipule : « *Les investissements internationaux auront droit à un traitement juste et équitable, conformément aux normes et aux critères du droit international, et elles ne feront pas l'objet de mesures arbitraires et discriminatoires qui empêchent leur maintien, gestion, utilisation, bénéfice, extension, vente ou liquidation* ». C'est pourquoi le député chaviste Ricardo Sanguin, vice-président de la Commission de Finances de l'Assemblée Nationale, déclare que, grâce à la politique mise en oeuvre par le gouvernement « *le Venezuela est dans les meilleures conditions pour l'investissement étranger* ». C'est ce qui se voit clairement, comme nous l'avons signalé, dans l'industrie automobile.
- **Salaires et conditions de travail.** Actuellement, le salaire minimal (perçu par la majorité des travailleurs) est de 250 dollars, alors qu'un panier plus ou moins complet des besoins d'une famille est estimé à 650 dollars. Le gouvernement le met à jour périodiquement selon l'inflation mais il n'y a pas eu une amélioration réelle, malgré les grandes recettes pétrolières que le pays reçoit. Les conditions de travail sont, en général, très mauvaises, dans des usines désuètes qui n'ont pas reçu d'investissements importants durant les dernières années. Disons, finalement, que 50% de la population active se débrouille pour son compte ou reste dans l'économie informelle, sans que cette réalité ait connu quelque changement avec le gouvernement chaviste.

En quoi cette politique est-elle différente de celle appliquée par les gouvernements des pays capitalistes semi-coloniaux du continent, comme ceux de Lula, Kirchner, Tabaré Vázquez, etc. ?

Des pas vers le socialisme ?

Chavez présente deux aspects importants de sa politique comme des pas vers le socialisme.

- **Les nationalisations d'entreprises étrangères,** que nous analysons dans un autre article, et les « entreprises mixtes ». Toutefois, il s'agit de faits complètement normaux dans le système capitaliste, où il y a souvent la nécessité d'une association entre l'Etat bourgeois et les entreprises privées, ou que l'Etat se charge d'un certain secteur de l'économie parce que la marche des affaires le conseille de cette façon, à un moment déterminé. Si nous tirons toutes les conséquences du critère chaviste, nous devrions dire que tous les pays latino-américains ont des « éléments socialistes » parce qu'ils possèdent des entreprises étatiques, sans parler du fait qu'il y a aussi des entreprises étatiques dans des pays impérialistes comme la France, où les chemins de fer sont étatiques et où de grandes entreprises, comme Renault, l'ont été pendant longtemps.
- **Les Missions,** à travers lesquelles une petite partie du revenu pétrolier se transforme en quelques bénéfices pour le mouvement de masses, ne peuvent pas non plus être considérées comme une expression d'une avancée vers le socialisme. Souvent, le capitalisme a utilisé ce mécanisme de « politiques compensatoires » pour amortir la lutte de classes et maintenir le système dans son ensemble. En ce sens, les *Missions* sont comparables à l'assurance au chômage de beaucoup de pays européens, aux subventions aux chômeurs en Argentine, à la « bourse famille » de Lula, etc.

Deux mesures indispensables

Jusqu'ici, nous avons vu que la politique appliquée par Chavez ne remet pas en question le cadre du capitalisme. Nous voulons maintenant signaler deux questions qui sont essentielles pour avancer réellement vers le socialisme, quel que soit le « modèle » qu'on essaye d'appliquer.

La première est **qu'une économie qui marche vers le socialisme doit supprimer l'axe autour duquel fonctionne le capitalisme (la recherche du profit par les bourgeois) et le remplacer par une planification économique étatique et centralisée, organisée pour satisfaire les besoins des travailleurs et des masses.** Pour que ce plan puisse fonctionner, il est nécessaire que l'Etat ait exproprié les branches principales de l'économie et en ait assumé le contrôle, sans quoi la bourgeoisie et l'impérialisme combattront et boycotteront de façon permanente les directives de cette planification économique. La possibilité d'intégrer les entreprises impérialistes et les grands groupes nationaux à la « construction du socialisme », comme le propose le chavisme, n'est qu'une chimère, dans le meilleur des cas. Aucune classe ou secteur social ne se laisse enlever ses privilèges sans réagir. Au contraire, il se bat féroce pour les défendre, comme le démontrent toutes les expériences historiques dans lesquelles, bon gré mal gré, on a essayé de le faire.

Et voilà ce qui nous mène à la seconde question centrale : il n'y a pas de façon d'aller vers le socialisme sans que, préalablement, l'armée de la bourgeoisie ait été mise en échec. Elle est le pilier fondamental de l'Etat et du système capitaliste, la dernière ressource chargée de défendre cet Etat et la propriété capitaliste, quand tous les autres mécanismes font faillite. Une longue liste d'expériences historiques le démontrent, que ce soit par la confirmation positive ou par la négative. C'est pourquoi, sans détruire l'armée bourgeoise et construire une certaine forme d'organisation militaire des travailleurs et des masses, il n'y a aucune possibilité de liquider le capitalisme et d'entamer la construction d'un Etat de type nouveau. Ceci nous mène à un problème clef : Chavez ayant été d'abord un haut officier de l'armée bourgeoise et étant aujourd'hui son chef suprême, peut-on espérer de lui qu'il promeuve sa destruction ? Evidemment non. Au contraire, nous voyons que sa politique a été de recomposer et de fortifier l'armée bourgeoise, suite à la crise profonde qu'elle a connue après le massacre perpétré contre des manifestants en 1989 (entré dans l'histoire comme le *Caracazo*), et accentué encore avec l'échec du coup d'Etat de 2002 pour le renverser. Il a pardonné aux officiers qui ont dirigé ces coups d'Etat, accordé une forte augmentation de salaire pour les militaires (en les éloignant du niveau de vie de la majorité des Vénézuéliens), fournît de nouvelles armes et de ressources techniques à l'armée, etc.

Un programme pour le socialisme

Il n'est pas question ici de détailler dans toute son ampleur le programme de mesures que nous considérons nécessaires pour avancer réellement vers le socialisme, mais nous indiquerons celles que nous voyons comme essentielles. Il faut cesser de payer la dette externe et rompre avec le FMI, annuler les contrats signés par l'entreprise PDVSA avec les entreprises impérialistes et exproprier sans indemnisation les entreprises et les banques impérialistes et les grands groupes économiques vénézuéliens (comme Cisneros et Mendoza). En outre, nous soutenons que tout le processus doit être sous le contrôle des travailleurs et du peuple pour que, dans leurs propres organisations (soviets, conseils ou assemblées populaires, etc.), ils discutent et résolvent démocratiquement comment appliquer les ressources et utiliser la richesse produite. En même temps, nous réitérons la nécessité de détruire l'armée bourgeoise et de former un corps militaire des travailleurs et des masses.

Actuellement, Hugo Chavez maintient une amitié étroite avec Fidel Castro. Toutefois, ils paraissent tous deux avoir oublié les enseignements de l'expérience cubaine de 1959-1961 elle-même. L'Armée Rebelle a mis en échec et détruit l'armée de Fulgencio Batista et a, par la suite, exproprié les entreprises de l'impérialisme et de la bourgeoisie cubaine. C'est ce qui a été la base qui a permis que Cuba, alors un des pays les plus pauvres du continent, surmonte, en quelques années seulement, les pires fléaux du capitalisme comme la faim, la misère, l'analphabétisme et la mortalité infantile. La direction cubaine elle-même, dirigée par Fidel, a lamentablement restauré aujourd'hui le capitalisme dans l'Île et beaucoup de ces fléaux commencent à réapparaître.

Il est clair que Chavez applique la politique de ce Fidel restaurationniste et non celle du Fidel révolutionnaire. C'est pourquoi, il ne va non seulement pas mettre en oeuvre ces mesures vers le socialisme mais s'y opposera. La conclusion est que le seul chemin réel pour avancer vers le socialisme au Venezuela sera par le biais de l'organisation et de la mobilisation révolutionnaire indépendante des travailleurs et des masses, en lutte contre le gouvernement de Chavez et sa politique.

Pourquoi nous nous opposons au PSUV

Une des propositions les plus importantes de Chavez a été la formation du PSUV (Parti Socialiste Unique du Venezuela). Toutes les organisations et secteurs qui le soutiennent devraient s'y intégrer et être encadrés dans sa structure. Comme cette proposition a été faite avec l'annonce de « la phase de la construction du socialisme », le PSUV est présenté, y compris par son nom, comme l'organisation politique qui dirigerait cette phase. Nous pensons, au contraire, que les objectifs réels du PSUV, ainsi que son **contenu de classe** comme organisation, sont totalement différents.

Le « bonapartisme un peu spécial »

Ailleurs dans cette édition de *Courrier International*, nous analysons que le Venezuela est toujours un pays capitaliste semi-colonial et que la politique de Chavez ne prétend pas changer ce caractère, que Chavez dirige donc un appareil d'Etat et un régime politique dont l'objectif est de défendre le système capitaliste. **Le PSUV sera donc, dès sa formation, un parti bourgeois, construit à partir de l'Etat bourgeois et avec une direction bourgeoise, bien que sa base soit ouvrière et populaire.**

En réalité, le projet du PSUV n'est pas une nouveauté historique puisqu'il sera très semblable à ce qu'a été le péronisme argentin, le PRI mexicain ou les partis du nationalisme arabe. Ces partis dirigeaient un type de régime politique que Trotsky a appelé « bonapartisme sui generis » ou « bonapartisme un peu spécial ». Ils sont l'expression de bourgeoisies de pays arriérés qui cherchent un soutien dans le mouvement de masses pour essayer de compenser leur faiblesse face à l'impérialisme, afin de pouvoir exercer un chantage et obtenir une marge un peu plus grande d'« indépendance ».

Mais, en s'appuyant sur les masses, ils jouent avec le feu parce qu'il y a le sérieux danger que la mobilisation déborde vers un processus indépendant et révolutionnaire qui rompt le cadre de l'Etat bourgeois. C'est pourquoi ils ont en même temps la nécessité impérieuse d'exercer un contrôle de fer sur ces masses, de construire des « digues de rétention » pour éviter ce débordement.

Ces mouvements emploient deux outils classiques pour contrôler la mobilisation du mouvement de masses. Le premier est la transformation de la structure syndicale en un appareil étatique totalement dominé par le gouvernement, par le biais de ses agents, et sans aucune marge (ou avec des marges très faibles) de démocratie ouvrière. L'autre outil clef est la construction d'un parti ultra-centralisé autour du « chef », ou du « haut commandement », avec des pouvoirs discrétionnaires. Les conquêtes, ou les concessions que ces gouvernements donnent aux masses, sont une façon de gagner leur adhésion et sont, à la fois, la justification de ce contrôle totalitaire.

L'exemple du péronisme

Un fait de l'histoire argentine montre clairement comment l'objectif de la direction bourgeoise est celui de contrôler et de discipliner les masses. Dans sa première victoire électorale, en 1946, Perón s'est basé sur le *Partido Laborista*, organisé à partir des syndicats et promu par la bureaucratie syndicale. Après le triomphe, Perón a dissout ce parti, a emprisonné plusieurs des principaux dirigeants qui se sont opposés à cette mesure, comme Cipriano Reyes, et a créé le *Partido Justicialista*, discipliné rigideusement à sa direction personnelle. Le problème était que le *Partido Laborista*, malgré l'appui loyal à la candidature et au gouvernement de Perón, représentait un dangereux processus d'organisation ouvrière indépendante.

Une nécessité accentuée

Dans le cas du chavisme, cette nécessité de contrôler les masses s'est accentuée parce que celles-ci viennent de mener deux grandes mobilisations révolutionnaires indépendantes: le *Caracazo* (1989) et la lutte contre le coup d'Etat et le lock-out patronal (2002-2003). Dès lors, le véritable objectif du PSUV n'est pas de « promouvoir la révolution » ni de diriger « la phase de construction du socialisme » mais de museler et de discipliner le mouvement de masses sous la direction bourgeoise du Commandant Chavez et sa politique de freiner le processus révolutionnaire. Le premier pas pour cela est de discipliner tous les cadres et toutes les organisations « chavistes autonomes », en particulier l'UNT (Union Nationale des Travailleurs).

Notre proposition

C'est la raison pour laquelle nous nous opposons à l'entrée des organisations ouvrières au PSUV, surtout si elle est « obligatoire » ou « fortement recommandée » par l'Etat et le gouvernement. Nous défendons le droit de toutes les organisations politiques, sociales et syndicales de rester en dehors de ce parti.

En même temps, face à la proposition de former le PSUV, nous soutenons, au contraire, la nécessité de construire un parti des travailleurs, indépendant de tout secteur bourgeois, y compris le gouvernement chaviste. Dans ce cadre, nous avançons la nécessité de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire qui combat pour le véritable socialisme contre la politique du « chavisme » de maintenir le capitalisme au Venezuela.

< CADRE 1 >

Le débat à l'intérieur du PRS et du CCURA

Les travailleurs vénézuéliens vivent un processus prometteur de réorganisation, dont l'expression la plus importante a été la construction d'une centrale syndicale, l'UNT (Union Nationale de Travailleurs) qui est en train d'empiéter de plus en plus sur la vieille CTV (Confédération des Travailleurs Vénézuéliens).

Dans ce cadre, des expériences ont aussi commencé à se développer, comme la construction du PRS (Parti de la Révolution et le Socialisme) et du CCURA (Courant Classiste Unitaire Révolutionnaire), liée au PRS et avec beaucoup de poids à l'intérieur de l'UNT. Bien que les positions manifestées par la majorité de leurs dirigeants soient favorables au chavisme, plusieurs centaines des meilleurs militants ouvriers des derniers processus se sont regroupés dans ces deux organisations .

En ce moment, un débat se développe, tant dans le PRS que dans le CCURA, sur l'attitude à adopter concernant la proposition du PSUV. Le CCURA a même voté une résolution d'entrer au PSUV, bien qu'en posant quelques conditions. Par tout ce que nous avons analysé, nous croyons que ce serait une erreur complète que le PRS ou le CCURA entrent au PSUV et s'y dissolvent - ou même s'y intègrent comme courants ou tendances, comme le proposent des cadres importants de leur direction. Ceci signifierait la liquidation de ces expériences d'organisation indépendantes des travailleurs, pour entrer dans un parti bourgeois et se soumettre à la direction de la bourgeoisie.

Notre proposition est donc que le PRS et le CCURA se maintiennent hors du PSUV. Nous appelons tous les militants et courants qui agissent en leur sein à mener ensemble cette bataille, parce que c'est une nécessité des travailleurs et des masses vénézuéliennes pour avancer dans la construction des outils qui permettent que le processus révolutionnaire du pays avance réellement vers le socialisme.

< cadre 2 >

Chavez est-il trotskyste ?

Récemment, la presse a publié un dialogue de Hugo Chavez avec celui qu'il vient de désigner comme Ministre du Travail, dans lequel le président vénézuélien manifeste sa sympathie avec le trotskysme et les idées de la révolution permanente.

En réalité, Chavez n'a rien de trotskyste et il ne base pas sa politique sur le concept de la révolution permanente, étant donné que ce concept est la théorie-programme que Léon Trotsky a élaboré pour orienter la révolution socialiste, tandis que Chavez maintient le Venezuela comme pays capitaliste.

Toutefois, il y a des trotskystes qui ont pris les mots de Chavez à la lettre. C'est le cas de la députée Luciana Genro, membre du Mouvement de la Gauche Socialiste (MES), un courant interne du PSOL brésilien. La députée a déclaré : « *Cela nous remplit de fierté que le président Chavez (...) ait affirmé qu'il est, lui aussi, trotskyste, de la ligne de Trotsky de la révolution permanente* ».

La réalité n'est pas que Chavez est devenu trotskyste mais, au contraire, que beaucoup de trotskystes sont devenus lamentablement chavistes.